

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de Morin-Heights,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ DE MORIN-HEIGHTS (la « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE MORIN-HEIGHTS au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE MORIN-HEIGHTS inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés



CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice, CA
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, le 7 juin 2021

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	10 459 784	11 526 553	10 297 825
Investissement	2		76 592	830 933
	3	10 459 784	11 603 145	11 128 758
Charges				
	4	9 148 809	10 424 628	10 264 998
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	1 310 975	1 178 517	863 760
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 76 592)	(830 933)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	1 310 975	1 101 925	32 827
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		1 674 915	1 606 325
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		1 000 000	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 049 940)	(1 028 026)	(1 073 877)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 140 204)	(207 232)
Excédent (déficit) accumulé	12	(261 035)	(1 255 017)	(143 499)
Autres éléments de conciliation	13		69 288	161 300
	14	(1 310 975)	320 956	343 017
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		1 422 881	375 844

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 054 390	682 045
Débiteurs	2	2 965 587	2 500 440
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	5 019 977	3 182 485
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	12 872 707	12 724 175
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	2 299 049	1 173 449
	10	15 171 756	13 897 624
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(10 151 779)	(10 715 139)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	34 433 236	33 816 132
Autres	13	204 478	206 425
	14	34 637 714	34 022 557
Excédent (déficit) accumulé	15	24 485 935	23 307 418

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	1 815 713	392 831
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Bibliothèque	17	30 206	30 206
▪ Élections	18	28 709	28 709
▪ Réserve - Matières résiduelles	19	90 500	
▪	20		
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	149 415	58 915
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	1 253 851	407 066
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(1 199 001)	(209 933)
Financement des investissements en cours	30	(1 110 402)	468 281
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	23 576 359	22 190 258
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	24 485 935	23 307 418

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	13 475 362
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	14 368 678

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	7 515 472	6 792 905
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	4 381 496	4 872 951
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	1 032 724	1 097 900
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	12 929 692	12 763 756

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	8 861 606	8 947 887	8 658 967
Compensations tenant lieu de taxes	12	42 209	42 736	41 535
Quotes-parts	13			
Transferts	14	103 596	481 917	97 435
Services rendus	15	410 925	517 559	512 837
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	813 575	1 481 546	936 027
Autres	17	227 873	54 908	51 024
	18	10 459 784	11 526 553	10 297 825
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		24 366	32 566
Autres	22		52 226	798 367
	23		76 592	830 933
	24	10 459 784	11 603 145	11 128 758

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations 2020			Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	1 109 017	36 465	1 145 482	1 139 760
Sécurité publique					
Police	2	1 084 235		1 084 235	1 047 523
Sécurité incendie	3	606 249	58 980	665 229	694 774
Autres	4	110 765		110 765	126 042
Transport					
Réseau routier	5	2 506 984	1 045 606	3 552 590	3 438 773
Transport collectif	6	36 827		36 827	31 368
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	289 419	336 895	626 314	602 202
Matières résiduelles	9	666 826	8 834	675 660	726 065
Autres	10	9 956		9 956	10 673
Santé et bien-être	11	22 655		22 655	20 000
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	414 683	529	415 212	360 376
Promotion et développement économique	13	91 928		91 928	145 692
Autres	14	85 639		85 639	48 588
Loisirs et culture	15	1 365 538	187 606	1 553 144	1 498 353
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	348 992		348 992	374 809
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	8 749 713	1 674 915	10 424 628	10 264 998
Amortissement des immobilisations	20	1 674 915	(1 674 915)		
	21	10 424 628		10 424 628	10 264 998

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	76 592	830 933
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations - Acquisition	2 (	2 361 307)	(1 708 703)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	109)	()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	259 138	1 042 389
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	140 204	207 232
Excédent accumulé	6	306 800	336 933
	7	(1 655 274)	(122 149)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 578 682)	708 784

Extrait du rapport financier, page S18